



Incivisme et ramassage défaillant, sources du mal

Alger croule sous les ordures

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4248 - Lundi 14 août 2017 - Prix : 10 DA

CHAN 2018 (Dernier tour qualificatif/Aller)/Algérie 1-Lybie 2

Des Verts pas mûrs !

Page 23

Salade verte à 280 DA, pomme de terre à 100 DA, citron à 500 DA...

Les fruits et légumes intouchables

Page 2

Cours nouveau

Par Mohamed Habili

L'islam politique est une invention égyptienne. S'il doit un jour disparaître partout où il s'est ensuite implanté, il est vrai à grande vitesse seulement depuis la révolution en Iran, ce sera probablement parce qu'il aura été vaincu en Egypte même, sa terre natale. Il se trouve que c'est sa survie, non pas seulement en tant que courant politique égyptien d'ailleurs, mais en tant que mouvement propre à l'ensemble du monde arabe et musulman, qui se joue aujourd'hui, sous nos yeux. On a pu croire ces dernières années que l'Egypte n'est plus ce qu'elle était, que son influence a cédé le pas devant celle non pas certes de tel ou tel autre pays arabe, mais devant celle d'un ensemble de pays, à savoir les monarchies du Golfe, réunies dans le Conseil de coopération. Cette impression s'est beaucoup renforcée à la suite de ce qu'on a appelé le Printemps arabe, dans le même temps où les Frères musulmans portaient à l'assaut du pouvoir. Et puis soudain le sens du mouvement principal s'est renversé, mais non sans avoir été dans la phase précédente le plus loin possible dans la direction qui était la sienne. Rétrospectivement, il semble plutôt logique que ce soit dans son pays d'origine, dans sa terre de prédilection que l'islamisme est arrivé pour la première fois au pouvoir, là qu'il a remporté son plus grand succès, mais là aussi qu'il a entamé son déclin peut-être inexorable. Il avait failli arriver au pouvoir ailleurs, en Algérie par exemple.

Suite en page 3

Résultat de la visite de Abdelkader Messahel en Irak

Baghdad libère deux Algériens détenus



Deux Algériens qui étaient détenus en Irak pour «franchissement illégal des frontières» ont été libérés hier, a-t-on appris auprès du ministère des Affaires étrangères. Emprisonnés depuis 2003, ils ont été remis aux représentants de l'ambassade d'Algérie à Baghdad.

Lire page 3

Malgré les mesures prises

Les embouteillages minent toujours la capitale

Page 2

Droits d'auteur

L'opération de paiement lancée

Page 13

Salade verte à 280 DA, pomme de terre à 100 DA, citron à 500 DA...

Les fruits et légumes intouchables

■ A l'approche de l'Aïd El Adha, les commerçants s'en donnent à cœur joie et mettent, comme chaque année et à la même période, leurs affiches aux prix forts. Les prix des fruits et légumes flambent alors que celui du mouton ne connaît pas de répit.

Par Meriem Benchaouia

A ce titre, depuis quelques jours, les consommateurs assistent impuissants à une hausse exagérée et injustifiée des prix de produits de grande consommation. Une situation qui indispose les citoyens, impuissants devant ce diktat imposé par certains commerçants et qui met en évidence les carences de régulation du marché. Parce que cette envolée soudaine ne peut avoir d'autre explication que l'âpreté du gain à laquelle nous ont habitués les vendeurs en pareilles occasions. S'exprimant hier sur les ondes de la Radio nationale, le président de l'association El Aman a jugé utile d'inaugurer des guichets dédiés à l'écoute des citoyens sur cette question. Selon lui, ces derniers sont destinés à recenser et à signaler les dépassements dont sont coupables des commerçants indécents «dans le cadre de la répression de la fraude et de la contrefaçon». «Les prix s'envoleront encore, pour la simple raison qu'il y a des commerçants occasionnels qui veulent tirer des profits et gagner plus durant les grands événements de l'année», nous explique un père de famille rencontré au marché Clauzel, à Alger. «Le marché n'arrive pas à se stabiliser depuis des mois», se justifie un marchand de légumes. Un client lance : «Comme chaque année, à l'ap-



proche de l'Aïd El Adha, nous avons constaté que réellement les prix des fruits et légumes ont connu une importante hausse dans la quasi-totalité des marchés de la capitale». «Venez voir par vous-même la nouvelle mer-

curiale ! Rien n'est à la portée des consommateurs !», nous interpelle une ménagère au marché Meissonier. «Aujourd'hui, j'ai acheté la tomate à 75 DA, contre 30 DA il y a à peine une semaine», nous dit-elle. «Je suis

découragé», nous lance un autre client et d'ajouter : «Je fais le tour des étals depuis une heure, essayant de trouver des produits accessibles. Malheureusement, je n'ai pas pu avoir ce que je voulais». Les prix affichés sur les

étals varient selon la qualité des produits, allant du meilleur au moins bon, quand il ne s'agit pas tout simplement de mauvaise qualité, c'est du moins ce que nous avons constaté, hier, lors d'une virée au niveau de quelques marchés de la capitale. C'est le cas de la pomme terre, ce tubercule affiché entre 75 et 100 DA/kg sur les étals du marché de Zéralda. Quant à la tomate et à la carotte, elles étaient vendues entre 75 et 100 DA/kg. La courgette ne descendait pas sous la barre des 180 DA/kg et la laitue était cédée à 280 DA. La même fourchette des prix était maintenue du côté des marchands ambulants. Leurs prix ne différaient pas de ceux affichés sur les ardoises exposées dans les marchés. Le citron dont le prix était maintenu entre 450 et 500 DA/kg est devenu ainsi un produit de luxe. L'oignon, incontournable légume pour les ménagères, était proposé à 70 DA/kg alors qu'il était cédé à 35 DA/kg il y a quelques jours. Les haricots verts à 200 DA, les poivrons entre 100 et 140 DA et les carottes à 100 DA. Pour ce qui est des fruits de saison, il faut dire que cette année le marché enregistre une large disponibilité mais les prix restent élevés et hors de portée pour la majorité des ménages. Ainsi, la banane était cédée entre 320 et 350 DA le kg, les raisins à 250 DA, les poires entre 250 et 380 DA et les figues entre 250 et 300 DA et les pêches à 180 DA. M. B.

Malgré les mesures prises

Les embouteillages minent toujours la capitale

Le phénomène des embouteillages est un problème de taille à Alger. Bien que des dispositions aient été prises par les pouvoirs publics, il mine toujours la capitale. «Il m'arrive de poirotter durant des heures dans ma voiture, à être coincé dans ces terribles bouchons qui nous pourrissent la vie», s'exclame un automobiliste du côté de Bir Mourad Rais. En effet, dans cette commune, plus précisément vers la route nationale menant à Blida, une grande trémie a été aménagée, mais la circulation perdue à longueur de journée. Rien ne semble apaiser la souffrance de ces milliers d'automobilistes empruntant chaque jour cette voie. «Depuis qu'on a construit cette trémie, censée fluidifier la circulation, la situation a empiré», estime un automobiliste qui pointe du doigt la densité du trafic automobile. Même constat du côté de Aïn Allah. Là aussi, en dépit de la trémie qui allège, certes, la circulation des véhicules, cela demeure toujours insuffisant pour éviter aux citoyens des embouteillages considérables. Cela se passe généralement devant les stations de bus ou devant des ronds-points à forte concentration automobile, à l'exemple de celui de Chevalley. Des endroits à Alger où les services de sécurité sont pourtant mobilisés pour la bonne organisation de la circulation. Hélas, les policiers semblent débör-



des par l'anarchie grandissante due notamment à l'incivisme des certains conducteurs. La grogne n'est d'ailleurs pas des moindres. Des citoyens sont souvent coincés alors qu'ils doivent se rendre en urgence à un rendez-vous professionnel, à l'hôpital ou autre endroit. Nabil, rencontré à El Biar, un point noir connu par les milliers de personnes qui passent chaque jour, n'a pas arrêté de se plaindre. Pour ce jeune chauffeur de bus universitaire, le carrefour d'El Biar, sis au

boulevard Bougara, constitue un véritable cauchemar. Du simple piéton au travailleur véhiculé, tous connaissent la «maladie des routes», comme l'appellent certains. Pis encore, on trouve des zones urbaines sur la périphérie d'Alger telles que Kahouat Chergui, place où l'engouement des citoyens n'a pas cessé, malgré l'inauguration du tramway. Pour eux, un espoir, sans doute fondé, afin de résorber l'engorgement. Mais à la plus grande déception de tous, même tramway opéra-

tionnel, le malaise routier persiste. L'endroit reste, par conséquent, l'un des périphéries les plus affectés de la capitale, notamment aux heures de pointe.

Projet algéro-espagnol de régulation du trafic : pourra-t-il réellement désengorger la capitale ?

Le projet algéro-espagnol de régulation du trafic routier dans la capitale, signé récemment et qui sera lancé dès la prochaine rentrée sociale, est une mesure parmi d'autres pour réduire l'engorgement au sein de la capitale. Pour rappel, ce dernier concernera, dans un premier temps, 200 carrefours, selon les déclarations du directeur général du Centre national de prévention et de sécurité routière (Cnpsr), Ahmed Naït El Hocine. L'initiative s'annonce d'envergure compte tenu de l'espoir qu'elle suscite. Mais il faut s'interroger si ce nouveau projet sollicitant l'expérience ibérique saura désengorger Alger et ses alentours de tout le poids des embouteillages qui pèsent les automobilistes. En somme, une chose est sûre, en attendant des résultats concrets, les automobilistes n'ont d'autre choix que de prendre leur mal en patience pour supporter les longues files d'attente liées aux bouchons. Yacine Djadel

Incivisme et ramassage défaillant, sources du mal

Alger croule sous les ordures

■ La capitale croule sous le poids des immondices. Ses habitants jettent quotidiennement des tonnes de déchets, partout et à tout moment. Outre l'incivisme de la population, l'entreprise chargée du nettoyage et de la collecte des ordures accomplit sa mission avec beaucoup de carences.

Photo: Soraya/J. A.



Par Louiza Ait Ramdane

Tous les quartiers de la capitale offrent un décor de désolation qui s'invite en pleine saison de tourisme. Ils sont sales, malpropres et souffrent d'un manque criant d'hygiène. La ville est devenue le théâtre de dépôts sauvages d'ordures ménagères et autres déchets à tel point qu'elle ressemble plutôt à une immense poubelle à ciel ouvert. Une tournée dans la capitale montre l'ampleur de cette réalité.

Des bacs à ordures parsemant les rues n'arrivent pas à contenir les tonnes de déchets jetés par le citoyen. Et de surcroît, ces derniers sont déversés, éparpillés partout à même le sol, sous les habitations, devant les commerces, dans les principales rues et ruelles. Dans certains quartiers, les habitants ont tendance à ignorer les poubelles publiques et ne se gênent pas à jeter des bouteilles en plastique, des sacs poubelles et toutes sortes de déchets à travers les fenêtres de leurs voitures et de leurs maisons. Une puanteur insupportable se dégage des lieux, ce qui favorise la proliféra-

tion d'insectes et de mouches, notamment en cette période de chaleur. Une sérieuse menace pour la santé publique. La situation est plus qu'alarmante. Au niveau des marchés jouxtant les grandes rues comme ceux de Clauzel ou de Meissonnier, c'est la catastrophe. Fréquentés largement par les citoyens, ces marchés constituent l'une des principales causes de l'état d'insalubrité très avancé de la capitale. Les marchands laissent sur place les résidus de leurs marchandises une fois le marché terminé.

Même les escaliers et les moindres coins n'échappent pas à cette situation. Ils sont transformés en véritables urinoirs à ciel ouvert. Les agents de nettoyage, quant à ceux, se plaignent de l'incivisme du citoyen. «On nettoie un endroit, une demi-heure plus tard, c'est comme si aucun agent de nettoyage n'était passé», se plaignent-ils. Le citoyen de son côté accuse de laxisme l'entreprise chargée de la collecte des ordures. A Sidi Moussa, les mêmes scènes de saleté et d'insalubrité sont enregistrées. Selon les habitants, les services de ramassage des

ordures de l'APC ne viennent que rarement nettoyer les débris et le cas échéant procéder à l'enlèvement des ordures. Cette situation occasionne aussi des désagréments compte tenu des odeurs pestilentielles qui s'y dégagent et les risques de maladies.

À qui incombe la faute ? À l'entreprise chargée de la collecte des déchets et des ordures, ou aux habitants des quartiers qui ne respectent pas les horaires de sortie des ordures ménagères ? Certes, on enregistre beaucoup de lacunes en matière de gestion et de collecte des ordures ménagères au vu des déchets qui jonchent les rues.

Aussi, la dégradation de la situation en matière d'hygiène, irréprochable dans d'autres pays, est le fait du manque de civisme des citoyens qui, au fil des jours et des ans, ont pris l'habitude de jeter leurs déchets n'importe où et n'importe comment sans aucun complexe.

Le non-respect des horaires qui sont fixés entre 19h et 22h pour sortir les déchets ménagers, dans les grands boulevards notamment, est un autre

obstacle qui a un impact sur la propreté de la ville. Ce problème de comportement trouve sa source dans la qualité de l'éducation qu'on prodigue au citoyen, que ce soit à l'école ou au sein de la famille. Auparavant, l'entreprise Netcom assurait le nettoyage des rues principales et laissait pour compte les petites ruelles. Mais ces derniers temps, même les grandes rues sont abandonnées à leur sort. Malgré tous les efforts consentis pour éradiquer et rayer ce phénomène dans la capitale, les choses n'ont pas beaucoup changé et les tas d'ordures sont toujours présents. En réalité, l'absence d'un plan de gestion des déchets urbains et d'une taxation des pollueurs, figurent parmi les causes entravant les actions de lutte contre les déchets sauvages. Un autre point noir de la capitale qui tient à cœur. Celui de l'absence de bacs pour le pain. S'il est vrai que dans certains quartiers ils sont présents, dans d'autres le pain est jeté dans les bacs à ordures.

L. A. R.

LA QUESTION DU JOUR

Cours nouveau

Suite de la page une

J'ai même accédé au pouvoir au Soudan, mais sous une forme et dans un contexte local par trop marginal et confus pour marquer son temps. C'est la destitution de Mohamed Morsi en juillet 2013 qui a décidé de la suite des événements en Tunisie, de la conclusion de son printemps. Les islamistes tunisiens ont vite saisi alors le danger qu'il y avait pour eux de prendre tout le pouvoir alors qu'en Egypte les Frères musulmans perdaient apparemment sans retour le leur, qu'ils avaient pourtant conquis tout à fait régulièrement. Cette dernière leçon égyptienne, ils finiront par la comprendre si bien qu'ils voudraient rompre avec l'idéologie dont jusque-là ils s'étaient réclamés. Pourtant la nouvelle guerre du Sinaï, consécutive à la destitution du président islamiste, opposant l'armée égyptienne à la section locale de l'Etat islamique, donc à un entité en apparence sans lien organique avec les Frères musulmans, est loin encore d'être terminée. C'est cette guerre qui explique la nouvelle crise du Golfe, le Qatar étant accusé par l'Egypte de soutenir le terrorisme dans le reste du monde arabe aussi bien que chez elle. Sans la base américaine sur ses terres, qui le protège, le Qatar, ou plutôt son régime, serait en grand danger. Fini le Conseil de coopération du Golfe, place au quartet, dominé conjointement par l'Egypte et l'Arabie Saoudite. Notre région est entrée du même coup dans une nouvelle ère. Jusqu'à ces derniers temps, on croyait que son avenir se jouait d'abord en Syrie et en Irak, mais voilà que c'est en Egypte que l'épicentre des événements s'est de nouveau déplacé, comme de juste, comme pour s'y stabiliser. Grâce à son alliance stratégique avec l'Arabie Saoudite, la voix de l'Egypte redevient prépondérante, un peu comme si on faisait un bond de plusieurs décennies en arrière. M. H.

Résultat de la visite de Abdelkader Messahel en Irak

Bagdad libère les deux Algériens détenus

Deux Algériens qui étaient détenus en Irak pour «franchissement illégal des frontières» ont été libérés hier, a-t-on appris auprès du ministère des Affaires étrangères. Emprisonnés depuis 2003 pour «franchissement illégal des frontières irakiennes», les deux Algériens ont été remis aux représentants de l'ambassade d'Algérie à Bagdad, a précisé la même source, soulignant que cette libération a eu lieu suite aux efforts entrepris par le ministre

des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, lors de sa dernière visite en Irak dans le cadre d'une tournée qui l'a mené dans plusieurs pays arabes et au cours de laquelle il a évoqué avec les autorités irakiennes le cas des prisonniers algériens détenus dans ce pays. Selon la même source, l'ambassade d'Algérie en Irak a entrepris les procédures nécessaires pour permettre aux deux Algériens libérés de regagner le pays dans

les plus brefs délais. La questions des Algériens détenus en Irak depuis 2003, en dépit des allégations répandues sur le désintérêt des autorités concernées porté à l'égard de ce dossier, a de tout temps constitué une priorité pour la diplomatie algérienne lors des différentes discussions algéro-irakiennes. Pour rappel, dans le cadre de la tournée dans le monde arabe qu'il a menée sur instruction du président de la République,

mardi dernier Abdelkader Messahel avait effectué une visite en Irak où il a été reçu à Bagdad notamment par le Premier ministre irakien, Haïdar Al-Abadi, et son homologue irakien Ibrahim Al-Jaafari, ainsi que le président du Conseil des représentants de la République d'Irak, Salim Al-Jabouri. Outre les relations bilatérales et les voies et moyens à même de permettre leur renforcement, ainsi que les questions régionales et

internationales, les pourparlers avec les hauts responsables irakiens ont surtout porté sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme pour laquelle Messahel a exposé l'expérience algérienne en la matière. A cet égard, il a été souligné la nécessité de favoriser les solutions politiques basées sur le dialogue et la réconciliation nationale aux crises et conflits qui affectent la région.

Lynda Naili

Le directeur du tourisme d'Alger à propos de la pollution des plages

«Il faut durcir les sanctions»

■ «Il est temps de passer à la répression à l'encontre des pollueurs des plages, notamment les industriels, en leur imposant des amendes», a estimé Noureddine Mansour, directeur du Tourisme et de l'Artisanat de la wilaya d'Alger.

Par Maïssa B.

La pollution des plages est devenue un phénomène récurrent. En dépit des mesures prises par les pouvoirs publics visant la protection de l'environnement y compris les plages, le phénomène de pollution persiste et certaines plages deviennent un véritable dépotoir pour les déchets, ordures et eaux usées qui défigurent l'image des plages autorisées à la baignade, accueillant chaque année un grand nombre d'estivants.

Le directeur du Tourisme et de l'Artisanat de la wilaya d'Alger, Noureddine Mansour, considère qu'«il est temps de passer à la répression à l'encontre des pollueurs des plages, notamment les industriels en leur imposant des amendes». «Il faut durcir les sanctions. C'est la meilleure solution pour garantir l'application de la loi et préserver les plages», a-t-il estimé.

Evocant la gestion des plages au niveau de la wilaya d'Alger, M. Mansour a fait savoir qu'il existe un total de 87 plages dont 65 sont autorisées à la baignade. «Pour dire qu'une telle plage est autorisée à la baignade, elle doit répondre d'abord aux normes et conditions requises à savoir l'accès à la plage, le parking, les sanitaires, restauration et d'autres équipements dont les tables, chaises et parasols», a-t-il indiqué. Et d'ajouter : «L'eau de la plage doit être obligatoirement contrôlée par des agents spécialisés qui procèdent à des prélèvements». M. Mansour a indiqué, par ailleurs, qu'il y a deux entreprises relevant de la wilaya d'Alger s'occupant depuis deux ans de la gestion et le suivi des plages, en l'occurrence l'Office des parcs et des loisirs de la wilaya d'Alger (Opla), qui a mobilisé 800 agents dont 450 permanents et 350 saisonniers et la Régie foncière de la ville d'Alger (Rfva). «Des efforts sont en train d'être accomplis pour la bonne gestion de nos plages. Ce qui reste à faire c'est de changer les comportements et sensibiliser davantage les citoyens sur la

nécessité de protéger nos plages», a-t-il préconisé. Il a expliqué, en outre, que des avancées ont été réalisées durant les trois dernières années pour la gestion des plages, particulièrement en matière de lutte contre leur exploitation anarchique et l'amélioration des prestations de services. «L'objectif est d'assurer davantage la sécurité et le confort au niveau des plages. Nous œuvrons à l'amélioration des conditions d'accueil et de séjour des estivants», a-t-il noté.

S'agissant de la concession des plages, le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales l'interdit strictement. Une instruction stipule clairement que l'accès aux plages autorisées à la baignade est «libre et gratuit». «Ce principe ne doit en aucun cas être remis en cause, sous quelque forme que ce soit». Le ministère rassure qu'aucune mention plage privée ne sera tolérée, relevant que les panneaux affichant cette restriction seront retirés, «nonobstant les poursuites légales prévues par la législation en vigueur». De plus, les plages autorisées à la baignade doivent obligatoirement disposer d'une ou de plusieurs aires de stationnement, aménagées conformément aux normes requises, stipule la circulaire, ajoutant que le parking sera gardé et surveillé par des jeunes, recrutés soit par la commune ou par la direction de l'action sociale, qui doit privilégier les handicapés de la localité concernée. Concernant l'entretien des plages, celui-ci doit être au quotidien, consistant à enlever tout type de déchet et autres matières nuisibles au bon usage de la plage, pouvant constituer un danger pour les baigneurs.

Pour sa part, le directeur d'exploitation et d'assainissement de la station d'épuration de Baraki, Redha Boudab, a indiqué que la protection des plages contre la pollution est l'affaire de tous. «La protection des plages et de l'environnement ne se limite pas à des secteurs précis. Nous sommes tous concernés par cette problématique», a-t-il dit. Selon lui, les rejets industriels



PHOTO: R. apporté leurs fruits. Il est donc primordial de passer à la répression pour sauver nos belles plages», a-t-il préconisé.

Le risque des plages polluées sur la santé publique

P Ammar Khoudja, dermatologue et chef de service dermatologie au CHU Mustapha-Pacha, affirme que les eaux de mer polluées peuvent être à l'origine d'irruptions allergiques qui se manifestent sous forme de rougeurs sur le corps. Elles peuvent provoquer également des maladies infectieuses et cutanées qui nécessitent une prise en charge médicale urgente. Selon M. Khoudja, l'eau de la mer polluée est également vecteur de maladies virales, aussi il pointerait du doigt le manque de stations d'épuration pour le traitement des eaux usées. Il recommande aux baigneurs de prendre certaines précautions d'hygiène, notamment en ce qui concerne la nourriture qui représente parfois une menace pour la santé en cas de non-respect des règles de conditionnement et d'éviter surtout de fréquenter les plages qui ne sont pas autorisées à la baignade. A rappeler que la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a installé dix postes de police à travers différentes plages de la capitale pour veiller à la sécurité des estivants. Quelque 5 000 gendarmes ont été mobilisés pour sécuriser 33 plages de la wilaya d'Alger dans le cadre du plan spécial tracé par le groupement territorial de la Gendarmerie nationale à l'occasion de la saison estivale 2017. Ainsi, des brigades fixes et mobiles de la Gendarmerie nationale, confortées par des brigades cynotechniques, ont été mises en place au niveau de ces lieux et des espaces qui connaissent une grande affluente des citoyens. Elles veillent également à l'application rigoureuse de la réglementation concernant l'utilisation des bateaux voiliers ou à moteur, interdits désormais de s'approcher des lieux de baignade.

M. B./APS.

sont la principale cause de la pollution des plages, d'où la nécessité de prendre des mesures dissuasives contre les entreprises qui rejettent leurs déchets dans les oueds et plages. Il a par ailleurs indiqué qu'au niveau de la station d'épuration de Baraki un travail d'équipe se fait quotidiennement afin d'assurer un bon traitement des eaux usées et pour éviter ainsi qu'elles soient déversées dans les oueds et plages. «On veille à ce que le traitement des eaux usées soit assuré de manière régulière. Nous consentons beaucoup d'efforts pour le suivi et le traitement des eaux, mais parfois les choses nous échappent car on ne peut pas tout contrôler», a-t-il dit, préconisant, d'autre part, d'appliquer «la loi sur les pollueurs payeurs».

Une part de responsabilité incombe aux citoyens

Une grande responsabilité incombe aux citoyens qui sont parfois négligents envers la protection des plages. Certains estivaux rencontrés au niveau de la plage Djemila de Bainem ont

exprimé leur grand mécontentement de constater la dégradation du volet propreté au niveau de certaines plages de la capitale. «Le développement social est tributaire une prise de conscience générale, mais aussi du comportement et de la bonne conduite de tout un chacun. Je suis déçu de constater la dégradation de nos belles plages. Il faut changer les comportements et durcir les sanctions contre les pollueurs. Il est temps d'imposer la loi», a estimé Lydia, une mère de famille. «Samedi dernier, j'ai emmené ma femme et mes enfants à la plage. Un père de famille accompagné de ses enfants étaient assis près de nous. Croyez-moi qu'il a jeté les résidus de pastèque dans la mer et quand je lui ai fait la remarque il m'a répondu qu'il était libre de faire ce qu'il veut. Il a même crié sur moi», nous confie Ahmed.

Un autre estivant a exprimé à l'APS sa grande déception vis-à-vis de la dégradation de la propreté des plages et notamment le comportement de certains qui contribue amplement à la pollution de ces dernières. «Les campagnes de sensibilisation sur la protection des plages n'ont pas

Pré inscriptions universitaires

66,51% des nouveaux bacheliers obtiennent leur premier choix

Un total de 219.288 bacheliers, soit un taux de 66,51% du nombre global des préinscrits, ont été orientés vers leur premier choix au terme de la première phase des préinscriptions universitaires, a annoncé avant-hier à Alger le secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Mohamed Salah Eddine Seddiki.

Pour les bacheliers orientés vers leur deuxième choix, leur nombre est établi à 52.223 (15,84%), tandis que 27.967

(8,48%) ont été affectés dans leur troisième choix et 19.739 (5,99%) dans leur quatrième choix, a indiqué M. Seddiki lors d'une conférence de presse animée à l'école nationale supérieure de l'informatique (ENSI) d'Oued Smar (Alger). Il a rappelé, à ce propos, que le nombre de préinscrits s'est établi autour de 329.712 parmi les 341.744 nouveaux bacheliers, représentant un taux de 96,48%, alors que le nombre des non-inscrits est établi à 12.032, soit 3,52% du taux global.

Concernant les bacheliers affectés par famille de filières, le même responsable a précisé que 7.590 (2,38%) ont été affectés aux Ecoles supérieures, 5.978 (1,87%) aux Ecoles nationales supérieures (ENS), 9.769 (3,06%) à FRN/MCIL (Formation à recrutement national/Master à cursus intégré de licence), 729 (0,23%) à l'ISTA (Institut des sciences et techniques appliquées), 10.140 (3,18%) aux filières médicales et sciences vétérinaires, 184.653 (57,85%) vers LMD Sciences et

Techniques et 100.360 (31,44%) ont été affectés vers LMD Sciences humaines et sociales.

Par ailleurs, au sujet de l'introduction des demandes de changements d'affectation autorisés, M. Seddiki a indiqué que celle-ci est prévue les 5 et 6 septembre prochain, tandis que les inscriptions définitives auront lieu du 10 au 14 septembre. L'ouverture de la plateforme d'hébergement est, quant à elle, prévue du 16 au 18 août et 5 au 9 septembre. Il a rappelé, par la même occasion, que l'effectif global des étudiants

atteindra cette année 1.700.000, tous cycles confondus, soit une augmentation de 10% par rapport à l'année précédente. Ils seront répartis à travers le réseau universitaire national qui compte 50 universités, dont celle de la formation continue (UFC), 13 centres universitaires, 32 écoles supérieures, 11 écoles nationales supérieures et 51 établissements sous tutelle pédagogique du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

A. S.

Pétrole

L'AIE voit le marché se rééquilibrer grâce à la demande

■ La demande mondiale de pétrole augmentera plus que prévu cette année, permettant ainsi d'équilibrer un marché excédentaire, malgré la hausse des extractions des producteurs en Amérique du Nord et une observation de l'accord mondial sur la réduction de pétrole qui laisse à désirer, a annoncé l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Par Salem K.

L'AIE a relevé ses prévisions de croissance de la demande en 2017 à 1,5 million de



PHOTO: R.

barils par jour (bpj) contre 1,4 million de bpj dans son rapport mensuel précédent et a dit anticiper une augmentation de la demande de 1,4 million de bpj supplémentaires l'an prochain. «Les producteurs devraient trouver des signes d'encouragement sur la demande, qui augmente d'une année à l'autre plus fortement que prévu», a déclaré l'AIE, qui prodigue des conseils aux pays industrialisés en matière de politique énergétique et dont le

siège est basé à Paris. L'Opep et onze pays extérieurs au cartel, dont la Russie, ont convenu de prolonger leur accord de réduction de leur production de 1,8 million de bpj jusqu'en mars 2018 afin de réduire le niveau des stocks mondiaux et de soutenir les cours. L'AIE a noté que le taux de respect des engagements sur cette réduction avait chuté à 75%, son niveau le plus bas depuis le début de l'accord en janvier. L'agence estime qu'il

y aurait davantage de confiance en la perspective d'un rééquilibrage durable de l'accord si certains producteurs l'ayant signé montraient davantage de détermination quant au respect de leur engagement. L'AIE pointe par exemple du doigt le faible taux de conformité de l'Algérie, de l'Irak et des Émirats arabes unis. En outre, la Libye, pays membre de l'Opep mais exempté de l'accord de réduction, a fortement accru ses extractions. En

conséquence, l'approvisionnement mondial en pétrole a augmenté au total de 520 000 bpj en juillet et se situe à 500 000 bpj au-dessus des niveaux de l'an dernier. La production non-Opep devrait de son côté augmenter de 0,7 million de bpj en 2017 et de 1,4 million de bpj en 2018, soutenue par une hausse des extractions aux États-Unis, qui ne sont pas signataires de l'accord de réduction de la production pétrole. Cependant une forte croissance de la demande mondiale contribue à réduire les excédents et l'AIE a noté une baisse des stocks dans les pays industrialisés en juin et juillet. Ces stocks se situent toutefois à 219 millions de barils au-dessus de leur moyenne sur cinq ans, un niveau visé par l'Opep dans son accord de réduction. Sur le marché pétrolier, le brut léger américain reculait vers 10h00 GMT. S. K./Agences

Brexit

La Grande-Bretagne veut discuter de ses futures relations avec l'UE

Après avoir affiché leur division, les ministres du gouvernement May semblent s'être mis d'accord sur la nécessité de quitter le marché et l'union douanière dès mars 2019. Le gouvernement britannique semble avoir tranché. Le Royaume-Uni quittera le marché unique et l'union douanière dès mars 2019, d'après la déclaration conjointe de Philip Hammond et Liam Fox, deux ministres du gouvernement de Theresa May, dans un entretien au *Sunday Telegraph* accordé samedi. Le pays ne restera pas dans l'Union européenne via une «porte dérobée», ont-ils assuré. «Nous pensons qu'une période de transition limitée sera importante pour promouvoir nos intérêts nationaux et offrir aux entreprises une plus grande assurance», écrivent-ils, affirmant vouloir que l'économie «reste forte et dynamique pendant cette période de change-

ment». Pendant cette période, «le Royaume-Uni sera en dehors de l'union douanière et sera un "pays tiers", pas une partie des traités européens», ont-ils ajouté.

Divisions

M. Hammond, ministre des Finances et partisan d'une sortie progressive de l'Union, se heurtait depuis plusieurs semaines à Liam Fox, ministre du commerce et défenseur d'un «Brexit dur». Fin juillet, Philip Hammond avait insisté sur le fait qu'il existait un «large consensus» au sein du gouvernement conservateur afin d'atténuer les effets du Brexit et éviter aux Britanniques «une rupture brutale du jour au lendemain». Ces affirmations lui avaient immédiatement attiré les foudres des ministres pro-Brexit. Dans une interview au *Sunday Times* le 30 juillet, M. Fox avait notamment assuré qu'il n'avait

«pas participé à de telles discussions si, déjà, elles [avaient] eu lieu», au sujet d'une éventuelle période de transition de trois ans après la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, prévue pour mars 2019. Ces divisions du gouvernement britannique faisaient craindre à des sources diplomatiques européennes que les négociations ne prennent du retard, faute de «clarté» du côté de Londres, alors que les discussions sur les futures relations commerciales doivent démarrer en octobre. Les ministres semblent désormais avoir accordé leurs vœux.

Des «frontières fluides» pendant la transition

Les négociations avec l'UE sur le Brexit ont été entamées en juin au sujet de trois questions clés : les droits futurs des

citoyens européens installés au Royaume-Uni, le règlement financier du divorce, et la question de la frontière irlandaise. Le 31 juillet, le gouvernement de Theresa May avait déjà annoncé la fin de la libre circulation des personnes dès 2019. Les deux ministres ont toutefois assuré que, durant la courte période de transition, les frontières devraient «continuer à fonctionner avec fluidité», les biens achetés sur Internet devraient «continuer à passer la frontière», que les sociétés devraient «rester en mesure d'approvisionner leurs clients dans toute l'Union européenne», et qu'elles devraient être «capables d'embaucher les talents dont elles [auraient] besoin, y compris au sein de l'UE». Une nouvelle session de négociations est prévue fin août à Bruxelles.

Safia T./AFP

Chine

Hausse des bénéficiaires des producteurs de charbon

Les producteurs chinois de charbon ont enregistré une hausse de leurs bénéficiaires au cours du premier semestre de l'année, alors que le pays a fait des progrès en matière de réduction de la capacité de production dans ce secteur surdimensionné. Les grandes entreprises du secteur du charbon ont réalisé 147,5 milliards de yuans (environ 22,1 milliards de dollars) de bénéfices au premier semestre, en hausse

de 140,3 milliards de yuans par rapport à la même période l'année dernière, a-t-on appris de la Commission nationale du développement et de la réforme (CNDR). Ce redressement intervient alors que la Chine a réduit d'environ 111 millions de tonnes la capacité de production de charbon au cours des six premiers mois, soit 74% de l'objectif annuel. L'année dernière, la Chine a éliminé 290 millions de

tonnes de surcapacité dans cette industrie. Avec l'élimination d'une capacité de plus de 400 millions de tonnes depuis l'année dernière, le pays a achevé la moitié de son objectif d'une diminution de 800 millions de tonnes durant la période 2016-2020, a précisé la CNDR. Les efforts visant à lutter contre la surcapacité s'inscrivent dans le cadre de la volonté du pays de réformer l'économie, alors que sa crois-

sance a ralenti. Selon la CNDR, l'industrie du charbon est devenue plus ordonnée, les expansions illégales de capacité sont rares, et la structure industrielle s'est améliorée. Davantage de mesures seront prises pour éliminer les entreprises zombies fortement endettées, aider les employés licenciés à retrouver une activité et encourager les fusions et la restructuration.

N. D.

Venezuela Les revenus du groupe pétrolier public ont chuté d'un tiers

LA COMPAGNIE pétrolière publique vénézuélienne PDVSA a annoncé que son chiffre d'affaires avait fondu d'un tiers (-33,5%) en 2016, en raison de la chute des cours du brut. Le pétrole est la principale richesse du Venezuela, qui dispose des réserves les plus importantes au monde et en tire 96% de ses devises. Selon PDVSA, le chiffre d'affaires a atteint 48 milliards de dollars en 2016, contre 72,17 milliards un an plus tôt. Le prix moyen du brut vénézuélien était de 35,15 dollars le baril en 2016, contre 44,65 dollars en 2015, soit une chute de 21%. Face à cette baisse des cours, l'entreprise d'Etat a dit avoir réalisé des réductions de coûts de 7,7 milliards de dollars. Selon le ministère du Pétrole, le cours est toutefois remonté depuis, à 43,72 dollars en moyenne en 2017. Le Venezuela a expédié 2,57 millions de barils (mbd) par jour en 2016, contre 2,9 mbd un an plus tôt. En 2017, la baisse s'est poursuivie, à 1,9 mbd en 2017, selon PDVSA. Selon les analystes, le manque d'investissements pour l'exploration et l'entretien des installations pétrolières est une des raisons de cette chute de la production. Face aux craintes d'un défaut de paiement, PDVSA assure qu'elle «continue d'honorer ses engagements envers les institutions financières et les détenteurs de bons sur le marché international».

R. E.

Tlemcen

Adapter les plans de circulation et de transport aux spécificités de la wilaya

■ Le chef-lieu de la wilaya de Tlemcen, appelé communément «Grand Tlemcen», est confronté, faute de plans de circulation et de transport adéquats aux spécificités de la capitale des «Zianides» et d'aires de stationnement, aux problèmes de la circulation routière où des «goulots d'étranglement» sont relevés à plusieurs endroits.

Par Lydia O.

Cette situation résulte, selon une étude du bureau de Tlemcen de l'Agence nationale de l'aménagement du territoire (Anat), de l'accroissement permanent des centres d'habitations autour de la ville de Tlemcen engendrant un «seuil de gestion complexe». La dynamique de ces cités, à l'instar de celle de hai «Imama» dans la commune de Mansourah, attire des flux importants de circulation qui ne sont pas pris en charge devant les limites avérées des réseaux routiers actuels, a-t-on souligné. Ces réseaux sont quasiment absents au niveau de l'ancienne ville, qui constitue pourtant son noyau. Le centre-ville est demeuré «petit» par rapport à l'ampleur prise par l'expansion de la ville, laquelle n'a pas pris en considération les besoins, notamment administratifs, des populations des nouvelles citées qui sont obligés de se diriger vers le centre, engendrant un véritable afflux de voitures, entre autres, a-t-on indiqué. Le cas le plus éloquent est relevé à «Bab Ouahrans», entrée de la ville de Tlemcen, où l'étouffement de la circulation est quasi permanent, en dépit de la réalisation de deux trémies sur place.



L'ouverture de la route reliant l'Allée des pins au Boulevard des 24 mètres pour désengorger la cité, surtout aux heures dites de

pointe, n'a finalement pas arrangé les choses, relève-t-on. Les stationnements anarchiques aux endroits stratégiques de la ville,

devant les cafés, doivent également être résolus afin d'assurer une plus grande fluidité de la circulation. Le boulevard d'Imama,

pourtant dimensionné pour une circulation régulière, est, devant l'accroissement permanent du nombre de ces salons et commerces, sans cesse «harcelé» par les véhicules qui occupent les deux côtés de la route. Entre autres solutions proposées par le bureau de l'Anat pour soulager la ville de Tlemcen, il y a lieu de signaler la récupération des espaces libérés par les dernières démolitions à la Médina pour la réalisation de parkings à étages et la réhabilitation de la route du «Sour» dans sa totalité. S'agissant du transport urbain, la révision de l'affectation des lignes aux opérateurs s'avère une nécessité cruciale, notamment à Mansourah, où plus d'une centaine de bus exploitent cette ligne, créant un afflux permanent de moyens roulants. D'autres lignes, par contre, sont moins pourvues en moyens roulants en dépit du nombre important des habitants concernés. Enfin, une solution urgente doit être trouvée pour la sortie et l'accès aux nouvelles cités d'habitat Yaghmouracène Ibn Ziane (ex-Oujlida) et Abdelmoumène Ben Ali (ex-Boujlida), où une population de plus de 40 000 habitants est recensée suite aux opérations de logement et d'attribution de logements effectuées par les autorités locales. Ces deux cités, auxquelles s'ajoute celle d'Ain El Houtz, ne disposent que d'un seul accès, créant un goulot d'étranglement permanent au carrefour de la rocade. Une trémie devait être réalisée sur place, à l'instar de celle de l'université de Chetouane dans un espace tout désigné. Ces difficultés sont prises en charge par les directions des travaux publics et des transports qui ont lancé des projets susceptibles de diminuer de leur ampleur. Ainsi, la première direction signale les travaux pris en charge par l'entreprise Starr pour la réalisation d'une boucle reliant la RN 22 aux cités Yaghmouracène Ibn Ziane et Abdelmoumène Ben Ali, ce qui offrira une seconde issue aux habitants. Un délai contractuel de 12 mois a été accordé à ces travaux qui enregistrent un taux d'avancement de 10%. Un dalot est également pris en charge par l'entreprise Seror qui a lancé, en parallèle, une étude pour la réalisation d'un mini-échangeur au carrefour de Yaghmouracène Ibn Ziane. La direction des transports signale, pour sa part, l'approbation, dernièrement par l'APW, du plan de circulation de Tlemcen qui a été transmis pour application aux trois APC. Trois projets de parkings à étages de 300 places chacun sont prévus en face de la gare routière actuelle, a-t-on indiqué.

Souk Ahras/ Périmètre irrigué de Sedrata

Une valeur ajoutée pour le secteur de l'agriculture

Le périmètre irrigué de la ville de Sedrata, dans la wilaya de Souk Ahras, qui est passé de 1 500 hectares à 2 200 ha, constitue «une véritable valeur ajoutée» pour le secteur de l'agriculture dans la wilaya, a-t-on estimé à la direction locale de l'agriculture. Ce périmètre irrigué, alimenté depuis le barrage d'Oued Charef, a été, au cours de cette saison agricole, «d'un grand apport», notamment devant la faible pluviométrie ayant caractérisé la région cette saison et sa répercussion sur la production agricole, notamment les céréales, a précisé la même source. Le recours à l'irrigation complémentaire depuis le périmètre de Sedrata, situé à 50 km à l'est du chef-lieu de wilaya, a permis de «sauver» la production agricole, notamment les céréales. La

pomme de terre, la tomate et l'oignon, a-t-on soutenu. L'extension de ce périmètre irrigué, exploité par 96 opérateurs des secteurs privé et public, a participé aussi bien à l'amélioration des productions des légumes, pomme de terre et tomate notamment, qu'au développement de la filière céréalière à travers l'utilisation de la technique d'irrigation d'appoint, a ajouté la même source. Le périmètre irrigué de Sedrata, alimenté depuis le barrage Oued Charef, comprend de nombreux équipements, principalement des pompes submersibles et des moteurs de 250 kw, a précisé la même source, indiquant que 20 agriculteurs ont formulé des demandes pour l'acquisition des équipements devant leur permettre d'exploiter les eaux du périmètre

irrigué. Les services agricoles ont également ajouté que neuf agriculteurs, détenteurs de contrats de concession, se sont déjà dotés du matériel nécessaire pour l'irrigation de leurs champs agricoles depuis le périmètre de Sedrata. Plusieurs campagnes de sensibilisation ont été organisées par la Chambre d'agriculture, en coordination avec la Coopérative des céréales et des légumes secs (Ccls) et l'Office national d'irrigation et de drainage (Onid), au profit des agriculteurs de la région, bénéficiaires des eaux du périmètre irrigué de Sedrata pour les encourager à l'adoption de l'agriculture intensive dans l'objectif de diversifier la production agricole, a-t-on noté.

Hatem D./Agences

Campagne moisson-battage à El-Oued

Une production de 570 000 quintaux de céréales

Au moins 570 000 quintaux de céréales ont été moissonnés lors de la campagne moisson-battage de l'actuelle saison agricole 2016-2017 à El-Oued, a-t-on appris auprès de la Direction de wilaya des services agricoles (DSA). Une hausse de production estimée à 42 000 qx, soit un taux de 7% de plus par rapport à la dernière saison agricole, a été enregistrée au terme de cette campagne, ce qui représente un résultat «qualificatif» pour le

développement de cette filière stratégique dans la wilaya, a précisé le directeur par intérim du secteur, Abdelali Faleh. La production du blé dur se taille la part du lion avec 504 000 qx de la quantité globale de céréales, soit un taux de plus de 88%, alors que la production d'orge a atteint les 66 000 qx (11%), a-t-il ajouté. Une superficie globale de 14 000 hectares a été réservée, cette année, pour la céréaliculture à El-Oued, à savoir 12 000 ha pour le blé dur

et 2 000 ha pour l'orge, selon le même responsable. Cette superficie est répartie à travers les différents périmètres agricoles des communes de Beni-Guecha, Hassi-Khalifa, Reguiba Trifaoui, Robbah et Guemmar, avec une hausse de 14% en matière de surface emblavée comparativement à l'an dernier, a-t-il détaillé. Les communes de Hassi-Khalifa et Beni-Guecha ont réalisé une récolte de céréales jugée «abondante», atteignant les 70 qx à

l'hectare, a-t-il fait savoir. Des moyens matériels «conséquents» ont été mobilisés par l'antenne locale de la Coopérative des céréales et légumes secs (Ccls) pour assurer le bon déroulement de la campagne moisson-battage dans cette wilaya du sud du pays, a-t-il dit. Plus de 105 000 quintaux de céréales (blé dur) ont été collectés durant la première phase de cette campagne par la Ccls d'El-Oued, a-t-on indiqué à la DSA.

R. R.

L. O./APS



Interdiction libyenne aux navires étrangers

MSF suspend en partie ses activités

■ Médecins sans frontières (MSF) a annoncé la suspension des activités du *Prudence*, le plus gros des navires de secours aux migrants en Méditerranée, à la suite de l'interdiction lancée par la marine libyenne aux navires étrangers, selon des médias.

Par Amel D.

« Les Etats européens et les autorités libyennes sont en train de mettre en œuvre conjointement un barrage à la possibilité pour des personnes de chercher la sécurité. C'est une attaque inacceptable à la vie et à la dignité des personnes », a réagi Loris De Filippi, président de MSF Italie, dans un communiqué. Le *Prudence* est le plus gros des bateaux de secours d'ONG actifs au large des côtes libyennes : il avait recueilli notamment un record de 1 500 personnes fin mai. L'ONG continuera cependant à assurer la logistique et l'assistance sanitaire sur l'*Aquarius* de SOS Méditerranée, qui se trouve actuellement dans les eaux internationales, a-t-elle précisé samedi. « Pour l'instant, nous poursuivons notre activité de patrouille dans les eaux internationales », avait expliqué vendredi Nicola Stalla, coordinateur des opérations de recherche et sauvetage à bord de l'*Aquarius*, selon l'AFP. L'*Aquarius* patrouille depuis dix jours à 20 milles nautiques au nord de la Libye – une distance à laquelle on peut distinguer les côtes libyennes depuis le bateau –, en se retirant à 30 milles la nuit. La marine libyenne a annoncé jeudi la création, au



PH. D. R. incitatif pour les trafiquants d'êtres humains », avaient-ils dénoncé par radio. Médecins sans Frontières refuse de signer le « code de bonne conduite » défini par le gouvernement italien et introduisant des règles précises pour continuer à participer à des opérations de secours au large de la Libye. La plupart des autres ONG l'ont progressivement avalisé, à l'instar de SOS Méditerranée qui a signé vendredi. L'organisation a estimé que le texte avait été suffisamment amendé : il ne mentionne plus par exemple « le port d'armes » pour des policiers accueillis à bord des navires afin d'enquêter sur des passeurs de migrants. Alors que l'Italie a vu débarquer plus de 600 000 migrants depuis 2014, essentiellement passés par la Libye, le gouvernement de centre gauche tente de fermer la route, avec le soutien de ses partenaires européens et de l'ONU. La marine italienne fournit aussi formation, équipement et soutien technique aux gardes-côtes libyens.

large du territoire, d'une zone de recherche et de sauvetage, qu'elle interdit sauf autorisation aux navires étrangers, en particulier aux ONG patrouillant pour secourir des migrants, selon la même source. Parti le lendemain de cette annonce pour la zone des secours, le *Vos Hestia* de Save the Children, s'est pour sa

part dérouter vers l'île italienne de Lampedusa, mais l'ONG britannique n'a pas donné d'explication dans l'immédiat.

En revanche, d'autres ONG, comme l'espagnole Proactiva Open Arms, indiquent se préparer à repartir. Le groupe d'extrême droite français « Génération identitaire », qui a affrété un navi-

re en Méditerranée, le « C-Star » et croise occasionnellement des bateaux des ONG, a « félicité MSF pour sa décision », dans un communiqué. La semaine dernière, ses militants de diverses nationalités avaient appelé deux navires d'ONG présents au large de la Libye à quitter la zone. « Vous agissez comme un facteur

L'Italie cherche également à limiter l'afflux de migrants en Libye même, grâce à un meilleur contrôle des frontières sud et à une coopération avec des pays de transit comme le Niger, le Tchad et le Mali.

A. D./APS

Tunisie

Un attentat d'envergure déjoué au Sud

Un projet d'attentat, visant le sud de la Tunisie, a été déjoué par l'unité nationale d'investigation dans les crimes terroristes, relevant de la direction générale de la Sûreté nationale d'El Gorjani. C'est ce qu'a révélé Sofiene Sliiti, porte-parole du pôle judiciaire de lutte contre le terrorisme, dans une déclaration à l'agence TAP samedi 12 août. Cinq personnes sont impliquées dans ce projet d'attentat sur un total de 22. Le juge d'instructions chargé du dossier a ordonné, tard dans la nuit du vendredi 11 août 2017, l'émission de mandats de dépôt à l'encontre de 4 parmi les 5 suspects. Le cinquième, pour sa part, a été maintenu en état de liberté. Sofiene Sliiti rappelle qu'une enquête judiciaire a été ouverte sur le dossier depuis trois mois et demi par le ministère public, en coordination avec l'unité nationale d'investigation dans les crimes terroristes. L'enquête a porté sur un « complot contre la sécurité intérieure de l'État ». Des opérations de repérage ont été menées par les unités militaires et sécuritaires, ainsi qu'un échange de renseignements, visant des éléments terroristes se trouvant en dehors du sol tunisien. Le plan visait, d'autre part, et selon le porte-parole du pôle judiciaire de lutte contre le terrorisme, à recruter des jeunes pour le Jihad, pour les expédier, par la suite, vers la Libye afin de soutenir les éléments terroristes déjà sur place. Plus encore : il était également prévu de faire entrer clandestinement des éléments terroristes en Tunisie pour commettre des crimes comparables aux attaques perpétrées à Ben Guerdane en

2016. Les sécuritaires et l'unité nationale d'investigation dans les crimes terroristes ont travaillé dans la discrétion totale, selon Sofiene Sliiti, durant tout ce temps. Le groupe terroriste visé est composé de

22 individus, dont 5 récemment interpellés, comme souligné plus haut. 15 individus sont en liberté en Libye. Une enquête a été ouverte à leur encontre pour « des crimes terroristes et complot contre la

sécurité intérieure de l'État ». Sofiene Sliiti souligne, à la fin, que cet attentat déjoué figure parmi les plus grandes réussites sur le plan stratégique et du renseignement. O. T./Agences

Université d'été des cadres de la RASD à Boumerdès

Redoubler d'efforts pour gagner l'opinion publique mondiale à la cause

Des hommes de loi et juristes participant à la 8e université d'été des cadres du Front Polisario et de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) ont mis l'accent, à Boumerdès, sur l'impératif pour le peuple sahraoui de redoubler d'efforts et d'exploiter toutes les moyens possibles, sur tous les plans (humain, juridique, culturel, sportif et militaire), en vue de gagner l'opinion publique mondiale à sa cause. Au troisième jour de cette université d'été, les intervenants ont notamment insisté sur l'ouverture d'un nouveau front de lutte, représenté par la communauté sahraouie à l'étranger qui est appelée à se mobiliser en vue d'attirer l'opinion publique mondiale et la gagner à sa cause. Dans sa communication intitulée « Droit à l'autodétermination, nouveautés du dossier du Sahara occidental », le professeur en droit international, Boudjemâa Souleïh, a souligné que chacune des grandes puissances siégeant au Conseil de sécurité « a sa propre vision concernant la cause sahraouie ». Laquelle vision veut que chacune d'elles (grande puissance) « ne voit que le profit qu'elle peut en tirer pour son peuple »,

expliquant par là le retard accusé dans l'indépendance de ce pays. Il en veut pour exemple la ressource piscicole sahraouie qui « n'est pas exploitée par le peuple sahraoui, mais bien par l'un des membres du Conseil de sécurité : la France. Alors que d'autres ressources naturelles, comme le fer, le phosphate, le pétrole et le gaz sont exploitées par d'autres grandes puissances mondiales ». Aussi, M. Souleïh a-t-il lancé un appel au peuple et aux cadres de la RASD afin de faire prévaloir les résolutions de l'ONU, qui se doit à son tour, a-t-il dit, de « renforcer sa présence dans la région sahraouie, en dotant la Minurso de davantage de missions, dont le suivi du respect, par la partie marocaine, des droits humains des Sahraouis ». Makhoulouf Sahel, professeur à l'université d'Alger, a estimé, dans une communication sur « l'engagement de l'Union africaine et des Nations unies dans le règlement du conflit sahraoui », que l'indépendance de la RASD, par la consécration du principe d'autodétermination, « sera un début de consécration d'une stabilité globale et durable dans les pays du Maghreb, tout en constituant un facteur fort positif dans le

processus de construction du Maghreb et de l'Afrique, en général ». D'où son plaidoyer pour la protection et le développement des victoires diplomatiques et juridiques réalisées par la cause sahraouie, à travers le monde, grâce à la stabilité et à l'unité des rangs sahraouis, a-t-il assuré. Le chercheur sahraoui, Sidi Mohamed Omar, a affirmé, dans sa communication sur « l'extrémisme et le terrorisme dans la région d'Afrique du Nord et du Sahel », que les réseaux de crime organisé, de même que les organisations terroristes « sont infiltrés par les services de sécurité marocains », assurant que le régime marocain « a tissé des relations directes avec eux, de manière à servir ses intérêts, en impactant négativement sur le combat du peuple sahraoui ». R. M.



Iran

Renforcement du programme balistique en réponse aux sanctions américaines

■ Le Parlement iranien a répondu aux dernières sanctions américaines en votant, hier, un accroissement significatif des moyens financiers du programme balistique de la République islamique et de sa branche militaire chargée des opérations extérieures.

Par Rosa F.

Dans un contexte de durcissement toujours croissant des relations entre les deux pays depuis l'arrivée du président américain Donald Trump au pouvoir en janvier, les parlementaires ont voté à une écrasante majorité des mesures qui prévoient notamment l'allocation de 260 millions de dollars (220 M EUR) au «développement du programme de missile» et d'une somme équivalente pour la branche extérieure des Gardiens de la révolution, l'armée d'élite du régime, selon l'agence officielle IRNA. Mi-juillet, l'administration américaine avait imposé de nouvelles sanctions juridiques et financières ciblées contre des personnes et entités iraniennes liées au programme balistique, interdit par une résolution de l'ONU, et au corps des Gardiens de la révolution. Le Congrès des États-Unis avait ensuite voté fin juillet des sanctions contre l'Iran, accusé de développer son programme balistique, violer les droits de l'Homme et soutenir des groupes – comme le Hezbollah libanais – qualifiés de «terroristes» par Washington. Le département d'État américain considère l'Iran

comme le «premier Etat soutien du terrorisme» dans le monde. «Les Américains devraient savoir qu'il ne s'agit là que de notre première action», a prévenu hier le président du Parlement, Ali Larijani, après le vote de mesures destinées à «faire face aux actions terroristes et aventuristes des États-Unis dans la région». Sans opposition aucune, 240 élus (sur 244 présents) ont voté en faveur du projet de loi. Après l'annonce des résultats, des parlementaires ont scandé : «Mort à l'Amérique». «Ce projet de loi est soutenu par (...) le gouvernement et fait partie d'une série de mesures proposées par le comité de supervision du JCPOA pour faire face à la récente loi (votée fin juillet par le) Congrès américain», a déclaré Abbas Araghchi, vice-ministre iranien des Affaires étrangères. Il fait référence à l'accord international sur le programme nucléaire iranien (Joint Comprehensive Plan of Action, JCPOA), signé en 2015 avec six grands puissances (États-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni, Allemagne) et qui prévoit que l'Iran limite son programme nucléaire à des usages civils en échange de la levée progressive des sanctions internationales prises à son encontre. Donald

Trump n'a cessé de critiquer cet accord, qu'il qualifie d'«horrible», mais ne l'a pour l'heure pas remis en cause. L'Iran, qui n'entretient plus de relations diplomatiques avec les États-Unis depuis 1980, assure de son côté que les dernières sanctions américaines sont une «violation» de cet accord. Selon M. Araghchi, le vote d'hier est une réponse aux mesures votées fin juillet par le Congrès, que les médias iraniens ont baptisées «la mère de toutes les sanctions» car elles regroupent dans un texte toutes les sanctions américaines existantes contre l'Iran. Le document voté hier à Téhéran considère «toutes les forces militaires et de renseignement américaines comme des groupes terroristes» en raison de leur «soutien implicite et explicite à des groupes terroristes» et «à des dictatures et des régimes qui violent les droits humains fondamentaux» au Moyen-Orient. Ce projet de loi, qui doit être ratifié par le Conseil des gardiens de la Constitution, demande au ministère des Affaires étrangères de publier une liste de personnes à sanctionner dans le but de confisquer leurs avoirs et de bloquer leurs



transactions financières, en excluant les lanceurs d'alerte qui révéleraient les «activités illégales, crimes, tortures et fraudes électorales» des États-Unis. Elle enjoint également au ministère

de l'Economie de rendre prioritaires les accords commerciaux avec les pays et les sociétés qui ignorent les sanctions contre l'Iran. R. F.

Inde

La colère monte après la mort d'au moins 64 enfants dans un hôpital

Un proche allié du Premier ministre indien, Narendra Modi, faisait face hier à des appels à la démission, après la mort d'au moins 64 enfants dans un hôpital public du nord de l'Inde qui a connu une pénurie d'oxygène. Les décès sont survenus pendant six jours, alors que les médias indiens ont indiqué que 30 enfants étaient morts jeudi et vendredi en raison d'un manque d'oxygène dans les secteurs de l'hôpital réservés aux enfants. Yogi Adityanath, ministre en chef de l'Uttar Pradesh, État dans lequel a eu lieu la catastrophe, s'est rendu sur place hier, alors que les proches des victimes, en colère, réclamaient des réponses. À mesure que l'indignation augmentait, les partis d'opposition et les critiques du gouvernement ont demandé la démission de Yogi Adityanath. Ce prêtre hindou avait remporté les élections en mars dans cet État, le plus peuplé de l'Inde. «Cet incident a eu lieu en raison du laxisme du gouvernement de l'État, qui en est pleinement responsable», a déclaré samedi Ghulam Nabi Azad, un dirigeant du principal parti d'opposition au Congrès en Inde. «Le ministre en chef, le ministre de la santé et le secrétaire à la santé doivent immédiatement démissionner, les médecins ne devraient pas être accusés de cela», a-t-il dit. Le

bilan est encore provisoire et pourrait s'aggraver, alors que le commissaire de police de Gorakhpur, Anil Kumar, a déclaré à l'AFP hier que 11 autres enfants étaient morts à l'hôpital samedi. Selon des médias indiens, la société fournissant les bonnes aurait mis fin à ses services, apparemment en raison du non-paiement de factures se montant à plusieurs millions de roupies, certaines remontant à novembre. Une enquête a été ouverte sur les dysfonctionnements de cet hôpital Baba Raghav Das, dans le district de Gorakhpur, dans l'Uttar Pradesh, gouverné par le parti de droite Bharatiya Janata du Premier ministre Narendra Modi.

Les responsables locaux ont concédé qu'il y avait eu une interruption de l'approvisionnement en oxygène à l'hôpital, mais continuent d'affirmer que les décès ont été causés par des maladies telles que l'encéphalite, et non par l'absence d'oxygène. «Nous sommes convaincus qu'aucune de ces vies n'a été perdue à cause de cet épisode», a déclaré hier à l'AFP un haut responsable de la santé publique local, sous couvert d'anonymat. Les familles des victimes ont vivement contesté cela, décrivant la panique et le chaos lorsque les patients ont commencé à se battre contre un manque brutal

d'oxygène. Des appareils de respiration artificielle manuels ont alors été utilisés pour aider les enfants. «Dès que nous sommes arrivés à l'hôpital, on nous a remis une petite pompe et on nous a dit de pomper en continu. Je l'ai fait pendant plus de trois heures et demie», a déclaré le père d'une victime, Shailendra Gupta, cité hier dans le journal *Indian Express*. «Le jour suivant, on nous a informé qu'il était mort». Des médecins ont admis que l'approvisionnement en oxygène avait été interrompu pendant quelques heures jeudi soir, mais ils ont déclaré qu'aucun décès n'avait eu lieu à ce moment. Cette interruption coïncide cependant avec une brutale augmentation du nombre de victimes jeudi, quand 23 nourrissons sont morts.

Les hôpitaux publics indiens sont souvent débordés et au bord du point de rupture : les patients doivent faire face à de longues listes d'attente, même pour des interventions simples, et sont contraints à partager des lits. De ce fait, ceux qui le peuvent évitent les hôpitaux publics et se tournent vers les cliniques privées, où une consultation coûte en moyenne 1 000 roupies (plus de 13 euros), une somme énorme pour les millions d'Indiens qui vivent avec moins de deux euros par jour.



Points chauds

Ambiguë

Par Fouzia Mahmoudi

Samedi dernier se tenait aux États-Unis un défilé des extrêmes-droites américaines, contrebancalé par une manifestation d'opposants. Un défilé qui a mal tourné et a mené à la mort d'une femme. Mais ce qui préoccupe les médias américains aujourd'hui est la réaction de Donald Trump qui a, selon ses adversaires, politiques renvoyé dos à dos les deux camps et donc mis sur le même plan le KKK et ses opposants. Le président américain a dès samedi condamné «dans les termes les plus forts possibles cette énorme démonstration de haine, de sectarisme et de violence», précisant immédiatement que ce constat valait pour «diverses parties». Cette déclaration équivoque a très vite donné le sentiment, notamment chez les démocrates, que le chef d'État américain renvoyait dos à dos les groupes néo-nazis et suprémacistes blancs, nostalgiques des États sudistes confédérés, et leurs opposants antiracistes. Après avoir exprimé son souhait que cessent «la haine et la division» dans son pays, Donald Trump n'a pas répondu aux journalistes qui lui demandaient s'il condamnait spécifiquement les mouvements d'extrême droite présents à Charlottesville. Il n'a pas, non plus, fait la moindre mention du véhicule qui a foncé dans la foule et qui a fait un mort et 35 blessés. Dans la foule, de nombreuses personnalités publiques, notamment politiques, ont réagi sur Twitter pour condamner le racisme de façon on ne peut plus explicite. Comme pour tendre un miroir sur des propos présidentiels qu'ils jugent trop ambigus. À l'instar d'Hillary Clinton, ex-candidate démocrate pour la Maison-Blanche, selon laquelle «l'incitation à la haine qui nous a amenés où nous en sommes est aussi réelle et condamnable que les suprémacistes blancs qui arpentent nos rues». Sans jamais nommer Trump, l'ancienne Première dame des États-Unis a enchaîné : «Chaque minute que nous autorisons ce phénomène à persister par encouragement tacite ou par inaction est une honte, et corrompt nos valeurs». Barack Obama s'est contenté de citer Nelson Mandela, écrivant que «personne ne naît en haïssant une autre personne à cause de la couleur de sa peau, ou de ses origines, ou de sa religion. Haïr, cela s'apprend». De son côté le président républicain ne semble pas prêt à réviser son discours et semble plutôt préférer laisser cette histoire se tasser en attendant le prochain événement qui fera la une des médias. F. M.



Droits d'auteur

L'opération de paiement lancée

■ Une opération de paiement de plus de 874 millions de dinars au profit des auteurs a été lancée par l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (ONDA), a indiqué, à Alger, le directeur général de l'office.

Par Abla Selles

Intervenant lors d'une conférence de presse en présence du ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, M. Bencheikh El Hocine a affirmé que «le paiement des droits a commencé depuis deux semaines au profit des auteurs algériens et étrangers dont les œuvres ont été exploitées en 2016 par la télévision et les radios publiques ou sous forme de CD», ajoutant que «les démarches sont en cours quant aux chaînes télévisées privées». A noter que l'Onda avait signé des conventions relatives aux droits d'exploitation des œuvres artistiques avec quelques chaînes télévisées privées.

Le directeur général de l'office a indiqué que «l'Onda aura, en outre, à payer, fin novembre et début décembre, les droits voisins qui sont plus importants que les droits d'auteur tant que ces droits concernent les musiciens, les acteurs, les chanteurs, les danseurs et autres, outre les producteurs». S'agissant de la convention signée en 2014 entre l'office et le site web «Youtube»



Ph. > D. R.

issu du moteur de recherche américain «Google», M. Bencheikh El Hocine a révélé que «Youtube» aujourd'hui payait

directement les droits aux artistes, notamment les plus célèbres, précisant que l'Onda n'avait encaissé de ce site que

quelques petites sommes qui «ne dépassent pas parfois 190 euros dans les trois mois». Avec 19 000 membres algériens et 17

agences à travers le territoire national, l'Onda avait payé en 2016 la somme de 367 millions DA de droits au profit des auteurs pour l'exploitation de leurs œuvres. A. S.

Festival de Locarno

«Mrs. Fang» de Wang Bing remporte le Léopard d'Or

Avec son documentaire «Mrs. Fang», racontant les derniers jours d'une femme atteinte de la maladie d'Alzheimer, le réalisateur chinois Wang Bing a remporté le Léopard d'Or au Festival du film de Locarno, en Suisse, la plus haute distinction. Le film raconte l'histoire de Fang Xiuying, une paysanne qui souffre de la maladie d'Alzheimer depuis huit ans.

Après avoir séjourné dans un centre de soins, sa famille la ramène chez elle et le documentaire s'attache à raconter les jours précédant son décès, en 2016. Wang Bing, qui a fait partie du jury du festival par le passé, est l'un des documentaristes chinois les plus connus à l'étranger. Dans «Ta'ang», il racontait le destin de la minorité birmane ta'ang, chassée

par une guerre civile à la frontière chinoise, tandis que son immense fresque «A l'ouest des rails» retraçait la vie d'un complexe industriel chinois. Le Prix spécial du jury est allé au film d'horreur brésilien «As Boas Maneiras» (Les bonnes manières) de Marco Dutra et Juliana Rojas. Le Prix de la Meilleure mise en scène a couronné «9 doigts» du Français F. J.

Ossang. La Française Isabelle Huppert est repartie avec le Prix de la meilleure actrice pour son rôle dans «Madame Hyde» du réalisateur français Serge Bozon, tandis que l'acteur danois Elliott Crosset Hove s'est vu décerner le Prix du meilleur acteur pour sa prestation dans «Winter Brothers» de l'Islandais Hlynur Palmason.

R. I.

Kong on the Planet of the Apes

Un comic-book réunira les deux sagas

Une maison d'édition prépare un crossover entre les franchises «La Planète des Singes» et «King Kong». Un comic-book en six volumes appelé «Kong on the Planet of the Apes» et qui marquera la rencontre entre les univers de King Kong et de La Planète des Singes est en préparation. Concernant le primate géant, il ne s'agira pas de celui du film original de 1933, ni de celui de Peter Jackson ou encore celui de «Kong : Skull

Island» mais de celui représenté par le dessinateur Joe DeVito dans le comics «Kong : King of Skull Island» publié en 2005. Ecrit par Ryan Ferrier et illustré par Carlos Magno, «Kong on the Planet of the Apes» se déroulera après les événements du tout premier «La Planète des Singes», sorti en 1968. Le général Ursus (apparu dans le 2e volet de la franchise, «Le Secret de la Planète des Singes») et le Dr Zaius se rendent dans la «Zone

Interdite» afin d'effacer toute trace du passage de George Taylor (le personnage de Charlton Heston). Durant leur mission, ils trouvent le corps d'un singe géant et décident de se rendre sur Skull Island pour découvrir la vérité. Le premier numéro de «Kong on the Planet of the Apes» sera disponible en novembre mais aucune traduction française n'est pour l'instant annoncée.

L. I.

Opéra d'Alger

Un vibrant hommage sera rendu à Blaoui El Houari

Un concert hommage à l'artiste oranais Blaoui El Houari se tiendra le 17 août prochain à l'Opéra d'Alger, sous la direction de Kamel Maati, accompagné de plusieurs chanteurs. Géant de la musique algérienne et oranaise en particulier, Blaoui El Houari était pour beaucoup le père fondateur de ce qui sera amené à devenir la musique «Raï». Actif depuis les années 40, il aura composé, chanté et enregistré une centaine d'albums jusqu'à sa disparition, le 9

juillet dernier. Afin de rendre un dernier hommage à son parcours, l'Opéra d'Alger organise un concert-hommage à ce grand artiste qui a donné sa vie à la musique. Les chanteurs Rahal Zoubir, Maati El-Hadj, Amel Atbi et Baroudi Benkhadda reprendront durant ce concert plusieurs titres de Blaoui El Houari, tels que «El Marsem», nom donné à ce concert. L'hommage aura lieu le 17 août à partir de 19h. Le prix d'entrée est fixé à 500 DA. Les tic-

kets sont à acheter au niveau de l'Opéra même.

... et Akli Yahyaten rencontre son public le 20 août

L'Opéra d'Alger organise un concert événement le 20 août prochain, avec un grand nom de la musique algérienne et kabyle à l'affiche : Akli Yahiatene. «Le Grand Concert», du nom de l'événement, viendra rendre

hommage à la voix d'une génération durant la colonisation. Le chantre de la musique kabyle animera ce concert avec des titres atemporels tels que «Yal Menfi», repris par plusieurs artistes depuis, à l'image de Rachid Taha et Cheb Khaled. Yahiatene animera donc ce Grand Concert à l'Opéra d'Alger le 20 août, à partir de 19h. Le prix du ticket a été fixé à 500 DA et il sera à acheter au niveau de l'Opéra dès la nouvelle semaine. R. C.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Musée des antiquités et des arts islamiques (Télémy)

Jusqu'au 30 octobre :
Une exposition nommée «D'Icosim à Alger : 22 siècles d'Histoire» invite les Algérois à se familiariser avec des objets archéologiques récemment découverts au niveau de la capitale.

Palais des Rais Bastion23

Jusqu'au 5 octobre :
«Les jardins d'Alger» s'exposeront au niveau de la capitale.

Du 31 août au 9 septembre :
Exposition intitulée «Jardins éternels, jardins fragiles».

Du 14 au 23 septembre :
Exposition «Jardins d'Alger» par Akacha Talbi, plasticien.

Galerie Sirius (139, Bd Krim Belkacem, Télémy, Alger-Centre)

Jusqu'à fin août :
Exposition intitulée «De toits à moi» de Valentina Ghanem Pavlovskaya, en hommage à l'artiste Valentin Vasilivitch Pavlovsky.

Plages de six wilayas du pays

Jusqu'au 24 août :
L'Agence Algérienne pour le Rayonnement Culturel (AARC) revient cette année avec une nouvelle édition de Cinéplages où plus de six films seront projetés aux estivants.



Coup-franc direct

La preuve par dix

Par Mahfoud M.

Les locaux ne peuvent plus dire qu'on ne leur donne pas leur chance en équipe nationale, eux qui se plaignent du fait qu'on les écarte de la sélection nationale A. Face à l'équipe libyenne qui représente un pays meurtri par la guerre civile, ces joueurs n'ont rien montré. Pis, ils se font manger et encaissent une défaite amère chez eux, devant leur public. Qu'attendre de ces éléments qui ne veulent pas faire de sacrifices et ne se donnent pas à fond dans les entraînements pour espérer être au rendez-vous quand on a besoin d'eux ? Même si le championnat n'a pas débuté et qu'ils n'ont pas trouvé leur rythme, ils n'ont rien fait pour compenser ce manque. La motivation n'y était pas et cela se voyait clairement. Ces joueurs ont confirmé tout ce que l'on pensait d'eux, à savoir que le plan sportif ne les intéresse pas et ne sont obnubilés que par l'argent qui reste leur unique obsession, sachant qu'ils auraient dû se donner à fond pour être au rendez-vous. La FAF devrait se pencher sur cette situation et relancer la formation en obligeant les clubs à en faire leur priorité et changer d'orientation plutôt qu'à penser seulement comment contenter ces joueurs qui ne sont pas capables de faire deux passes correctes.

M. M.

CR Belouizdad

Korichi, nouveau manager général

L'ANCIEN directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne de football (FAF), Taoufik Korichi, a été désigné manager général du CR Belouizdad (Ligue 1 algérienne), a annoncé le club algérois vendredi soir sur sa page officielle Facebook. Korichi, démissionnaire de son poste de DTN en avril dernier, a été présenté aux joueurs vendredi au cours d'une réunion tenue au lieu de leur résidence en Tunisie où l'équipe se trouve en stage d'intersaison, précise la même source. Le CRB, vainqueur de la Coupe d'Algérie, a enregistré l'arrivée à la barre technique de l'entraîneur franco-serbe Ivica Todarov en remplacement du Marocain

Badou Zaki, parti à l'IR Tanger (Div.1 marocaine). Côté recrutement, le Chabab a été très actif lors du mercato estival, clôturé le 31 juillet, en engageant plusieurs joueurs à l'image des deux défenseurs Sofiane Bouchar (ex-ES Sétif) et Mohamed Amine Aouamri (ex-CABB Arréridj). En revanche, le club s'est passé des services de plusieurs cadres dont le capitaine Tarek Cherfaoui, Sid Ali Yahia Chérif ou encore Feham Bouazza. Les coéquipiers du gardien de but Abdelkadir Salhi entameront la saison 2017-2018 à domicile face à l'USM Bel-Abbès à l'occasion de la 1^{re} journée de Ligue 1 prévue le week-end des 25 et 26 août.

Standard de Liège

Belfodil sera présent face à Saint-Trond

L'ATTAQUANT international algérien du Standard de Liège, Ishak Belfodil, a été retenu pour la première fois de la saison dans le groupe à l'occasion du déplacement à Saint-Trond dimanche, dans le cadre de la 3^e journée du championnat belge de football. Ecarté du groupe lors des deux premières journées de compétition, le joueur algérien effectue son retour comme confirmé par son entraîneur : «Il s'est bien entraîné, il ira à Saint-Trond. J'ai aimé ce que j'ai vu», a indiqué le coach portugais du Standard, Ricardo Sa Pinto, cité samedi par la presse locale. Belfodil (25 ans) qui reste encore lié pour une saison avec la formation belge, avait décidé de changer d'air et de rejoindre une équipe «à la hauteur

de ses ambitions». Plusieurs formations, à l'image d'Hanovre 96, promu en Bundesliga allemande ou encore Trabzonspor (Turquie), se sont positionnées pour engager le joueur algérien mais aucune offre concrète n'est parvenue à la direction du Standard. Devant cette situation, Belfodil sera obligé de poursuivre son aventure avec le club belge où il a inscrit 17 buts, toutes compétitions confondues, et délivré six passes décisives lors de l'exercice 2016-2017. Sa saison avec le Standard avait pris fin avant terme en raison d'une opération au nez. Belfodil, formé à l'Olympique Lyon (Ligue 1/France), n'avait pas été retenu pour la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 disputée au Gabon.

CHAN 2018 (Dernier tour qualificatif/Aller)/Algérie 1-Lybie 2

Des Verts pas mûrs !

■ La sélection des joueurs locaux s'est fait battre par son homologue libyenne sur le score de (2/1), avant-hier soir au stade Chahid-Hamlaoui, et compromet, de ce fait, ses chances de qualification à la phase finale du Championnat d'Afrique des nations (CHAN 2018) qui se dérouleront au Kenya.

Par Mahfoud M.

En effet, les poulains d'Alcaraz se doivent maintenant de remonter ce score et de l'emporter sur le score de (2/0) au match retour en Tunisie dans quelques jours s'ils souhaitent se qualifier. En fait, tout le monde appréhendait ce match, en raison de la mauvaise préparation, étant donné que l'équipe a été montée en peu de temps, avec des joueurs qui manquent d'expérience sur le plan international en plus du fait qu'ils n'ont joué aucun match amical. Le technicien espagnol ne pouvait rien faire, en ce sens qu'on lui donne une équipe qui manque d'automatismes avec des éléments qui jouent pour la première fois un match pareil. On ne met pas en place une sélection en quelques jours seulement avec l'ambition de l'emporter et de prendre une sérieuse option pour la qualification. Des joueurs comme Boukhanouchouche, Hamzaoui ou encore le gardien Rahmani n'ont rien à faire dans la sélection



Les Verts manquent d'automatismes

et ne peuvent rien apporter, et ce n'est pas le sélectionneur qui pourra changer quelque chose. Alcaraz n'a pas eu le temps qu'il faut pour voir tous les joueurs et c'est pour cela que le résultat n'est pas surprenant, surtout que ce match vient en début de saison où la majorité des clubs sont

en pleine préparation et les joueurs manquent de fraîcheur physique. La mission sera encore plus difficile au match retour, surtout que les Libyens ont pris une avance intéressante qu'ils essaieront de garder, alors que nos capés joueront avec la peur au ventre.

M. M.

Leicester City

Mahrez ne jouera pas au Barça

La piste du joueur international algérien de Leicester City (Premier League anglaise), Riyad Mahrez, a été rapidement abandonnée par le FC Barcelone (Liga espagnole), selon des informations du journal espagnol «Sport» publiées samedi. En effet, le club catalan a suivi l'aillier droit algérien de Leicester City mais a lâché l'affaire car le joueur n'entrerait pas dans les plans du coach Ernesto Valverde, explique-t-on de même source. Depuis le début du mercato d'été, plusieurs grands clubs européens ont montré un intérêt pour l'international algérien dont l'AS Rome qui a transmis une offre de 30 millions d'euros assortie de bonus («la plus grosse offre dans l'histoire du club»), selon le directeur sportif du club italien, Monchi. Pour sa part, l'entraîneur de Leicester, Craig Shakespeare, a confirmé ven-

dredi soir qu'il souhaitait conserver l'international algérien dans son effectif pour la saison 2017-2018. Sous contrat avec les «Foxes» jusqu'en 2020, l'ancien sociétaire du Havre (Ligue 2 -

France), a joué vendredi son premier match de Premier League cette saison avec Leicester qui s'est incliné face à Arsenal en déplacement (4-3).

Handball U-19 / Mondial-2017 (Gr. B - 4^e)

L'EN perd face à l'Islande

La sélection algérienne de Handball des moins de 19 ans (garçons) s'est inclinée face à l'Islande sur le score de 37-27 (mi-temps : 15-13), en match comptant pour la 4^e journée du groupe B du Championnat du monde de la catégorie, disputé samedi à Tbilissi. Les poulains de Abdelkrim Bechkour ont résisté lors de la première mi-temps avant de s'effondrer complètement en seconde période. C'est la troisième défaite enregistrée par la sélection nationale après celles concédées, respec-

tivement, face à la Géorgie (28 à 24) et l'Allemagne (37 à 19), contre une seule victoire face au Chili (33-32) lors de la troisième journée jouée vendredi. Dimanche, les équipes du groupe B bénéficieront d'une journée de repos avant de reprendre la compétition lundi. Le Sept algérien disputera la dernière rencontre du tour préliminaire du Mondial-2017 face au Japon à 07h00 (heure algérienne). Les quatre premiers de chaque poule se qualifieront pour les huitièmes de finale du tournoi.

JSM Béjaïa

Hammouche, directeur général

ABDELHAKIM HAMMOUCHE est devenu le nouveau directeur général de la SSPA/JSM Béjaïa, a annoncé samedi le pensionnaire de la Ligue 2 Mobilis sur sa page officielle. Ancien secrétaire général du club béjaïaoui, Hammouche a été recommandé par le manager général du club, Brahim Zafour, précise la même source. Hammouche, qui s'occupera

essentiellement de la gestion au niveau de l'administration, devra en plus de cette tâche qui lui a été confiée, remplacer Zafour pour une période de dix jours et cela à compter d'hier 13 août. Le manager général Zafour devra s'absenter pour quelques jours pour des «raisons personnelles» et signera son retour avant le début du championnat, explique le club

de «Yemma Gouraya». Par ailleurs, l'équipe dirigée par Mounir Zeghdoud poursuit sa préparation à Alger en vue de la saison footballistique 2017-2018. Les coéquipiers de la nouvelle recrue Abdeslam Moussi (ex-MC Oran) jouent samedi (17h30) un match amical face à l'ESM Koléa. La direction de la JSMB a confié la barre technique à Mounir Zeghdoud en

remplacement de Younes Ificene, parti à l'issue de la précédente saison. L'ancien défenseur international aura comme mission de faire accéder les Béjaïouis en Ligue 1. La JSMB entamera la saison 2017-2018 en déplacement sur le terrain du RC Relizane, dans le cadre de la 1^{re} journée de la compétition prévue le 25 août.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Lutte contre la criminalité

Un réseau de passeurs démantelé à Maghnia/Tlemcen

UN RÉSEAU de passeurs qui agissait dans les zones frontalières dans l'ouest du pays a été démantelé à Maghnia (wilaya de Tlemcen), a indiqué avant-hier à la Sûreté de wilaya.

Cette opération a été enclenchée suite à l'arrestation de deux ressortissants marocains âgés de 23 et 29 ans, en séjour illégal sur le territoire national, a-t-on précisé de même source.

Les investigations préliminaires ont permis d'établir le lien entre ces deux étrangers et deux passeurs algériens âgés de 36 et

56 ans, qui ont été également arrêtés, a-t-on signalé. Les deux passeurs ont été appréhendés, selon la même source, lors de deux opérations distinctes ayant aussi abouti à la saisie des véhicules transportant les migrants clandestins et d'une somme de 79 000 DA.

Les quatre mis en cause ont été présentés devant le magistrat compétent près le tribunal de Maghnia qui les a tous écroués, a fait savoir la cellule de communication de la Sûreté de wilaya. **A. D.**

Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG)

Un séisme de magnitude 3.0 enregistré dans la wilaya de Batna

UN SÉISME de magnitude 3.0 sur l'échelle ouverte de Richter a eu lieu hier à 09h48 dans la wilaya de Batna, a annoncé le Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (Craag) dans un communiqué. L'épicentre du séisme a été localisé à 7 km au nord-ouest de Ksar Bellezma dans la wilaya Batna, a précisé la même source.

Marché des applications mobiles en Chine

42,68 milliards de dollars générés au premier semestre 2017

LE MARCHÉ des applications mobiles a, au premier semestre de l'année, dépassé 4,02 millions en Chine, selon un rapport des autorités. «Les applications de jeux étaient les plus nombreuses fin juin (1,17 million), suivies par celles des services de la vie quotidienne et de l'e-commerce», selon un rapport publié par le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information. «Les outils de système mobile étaient les apps les plus téléchargées, suivies par les apps de jeux et celles de lecture audio et vidéo», selon la même source qui souligne que «les sociétés du secteur d'Internet et les industries

concernées ont empoché 284,3 milliards de yuans (42,68 milliards de dollars) au premier semestre, soit une augmentation de 24,9% en base annuelle». Les plateformes d'e-commerce étaient les plus grands gagnants, enregistrant des revenus totaux de 107,4 milliards de yuans, soit une hausse de 42,9% sur un an, selon ce rapport.

Le dernier rapport en date émanant du Centre d'information du réseau Internet de Chine montre que le pays comptait environ 751 millions d'internautes et 724 millions d'utilisateurs de l'Internet mobile.

M. B.

Pour finaliser avec Al-Quadissiya

Ryad Keniche attendu aujourd'hui en Arabie saoudite

LE DÉFENSEUR international algérien olympique Ryad Keniche, en fin de contrat avec l'ES Sétif (Ligue 1 algérienne), est attendu aujourd'hui en Arabie saoudite pour finaliser son contrat avec Al-Quadissiya (Div.1 de football), a annoncé le président du club Abdallah Badghech, cité hier par la presse locale.

Le premier responsable de la formation saoudienne s'exprimait à l'issue du match face à Al-Raed (2-1), disputé samedi soir, soulignant que les deux parties étaient parvenues à un accord final. Keniche, 23 ans, devrait percevoir un salaire mensuel de

250 000 riyals saoudiens (56 000 euros), selon la même source. L'international olympique a déjà effectué des essais non concluants au FC Toulouse (Ligue 1 française) au moment où il était convoité par certains clubs algériens à l'image du MC Alger avant la fermeture de la période des transferts d'été le 31 juillet dernier. Il avait rejoint l'Entente, championne d'Algérie en titre, en 2015 en provenance de l'USM El-Harrach. Il avait réussi à s'imposer au sein de l'effectif sétifien au point de devenir une pièce incontournable. **Y. A.**

Le taux de chômage en hausse Les jeunes sont les plus touchés



Djalou@hotmail.com

Bouzeguène (Tizi Ouzou)

La 5^e édition du festival «L'abeille et le miel» s'ouvre demain

■ La 5^e édition du festival «L'abeille et le miel» s'ouvre demain au village Ahrik, dans la commune de Bouzeguène (65 km à l'est de Tizi Ouzou), à l'initiative du comité du village.

Par Hamid Messir

Pour cette édition, les organisateurs ont tracé un programme riche et varié en activités culturelles et sportives ainsi qu'une exposition englobant les produits de la ruche et objets de l'artisanat. Les stands d'exposition seront ainsi consacrés à l'apiculture, l'environnement, les plantes, la poterie, la robe kabyle, les gâteaux traditionnels, la peinture, d'anciennes photos du village, la forge, la sculpture sur bois, le tissage, les

livres et les plantes médicinales. Les organisateurs ont également prévu du théâtre, des conférences thématiques, de la poésie, un tournoi de tennis de table, un semi-marathon, des défilés de mode et autres activités. Les visiteurs de ce festival auront droit à une dégustation de miel, d'huile d'olive et autres produits du terroir dans l'après-midi de la journée d'ouverture. S'agissant des objectifs de cette manifestation, ses initiateurs visent à permettre aux spécialistes dans le domaine d'assurer

des formations au profit des apiculteurs, créer un environnement adéquat pour l'investissement, maîtriser les techniques nouvelles (culture de la gelée royale), sensibiliser à la protection de l'environnement, créer une coopérative d'apiculture, lancer l'opération «Un foyer une ruche», vulgariser les bienfaits du miel pour la santé et l'impact de l'abeille sur l'environnement. A noter que le festival de l'abeille et du miel d'Ahrik se poursuivra jusqu'au 17 août.

H. M.

ANP/Immigration clandestine

Une cinquantaine de personnes de différentes nationalités arrêtées à Biskra

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP a intercepté, avant-hier à Biskra, deux éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté deux trafiquants d'armes et saisi 4 fusils de tabac. Tandis qu'à Tlemcen, Ouargla et Hassi Messaoud, des détachements de l'ANP et des éléments de la

Gendarmerie nationale ont appréhendé 49 immigrants clandestins de différentes nationalités. En outre, à Tipaza, des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté deux trafiquants d'armes et saisi 4 fusils de chasse, 3 pistolets automatiques, un 1 fusil à harpon, une grande quantité de munitions de différents calibres, de la

poudre noire, des outils de remplissage de cartouches et un détecteur de métaux. Par ailleurs, des éléments de la Gendarmerie nationale et des gardes-frontières ont saisi à Tlemcen une importante quantité de kif traité s'élevant à deux quintaux et 42,4 kilogrammes.

L. N./Communiqué

Turquie

Un séisme de 4,8 degrés a frappé la station balnéaire de Bodrum en mer Egée

UN TREMBLEMENT de terre de magnitude 4,8 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a frappé hier la station balnéaire de Bodrum en mer Egée (ouest de la Turquie), a indiqué l'Agence pour la gestion des catastrophes et des urgences (Afad). La secousse s'est produite vers 14h16 locale (11h16 GMT), a ajouté l'Afad qui n'a pas fait état de victimes ou de dégâts. L'épicentre du séisme a été situé à une profondeur de 21,79 km sous la surface de la terre, a ajouté la même source. La région de Bodrum a été récemment secouée par une série de tremblements de terre, le plus récent mardi dernier d'une magnitude de 5,1 degrés, soit trois semaines

(21 juillet) après un plus fort séisme de 6,6 degrés qui avait fait deux morts, dont un ressortissant turc, sur l'île grecque voisine de Kos. Traversée par plusieurs failles sismiques actives qui traversent le nord, l'est et l'ouest de la mer Egée, la Turquie connaît une importante activité sismique avec de fréquents tremblements de terre. Plus de 33 millions de personnes vivent dans les régions à risque de tremblement de terre d'une magnitude élevée et quelque 23,3 millions habitent des régions exposées au risque de séisme de moindre ampleur, représentant globalement les deux tiers de la population totale du pays estimée à 77,6 millions. **R. Z.**